

**ASSOCIATION CENTRE AZUR DES UNIONS CHRETIENNES
83110 SANARY / MER**

STATUTS

ARTICLE 1

L'association « Centre Azur des Unions Chrétiennes », déclarée en date du 11 février 1976, selon l'article 12 des statuts de l'Alliance Nationale des Unions Chrétiennes de Jeunes Gens (U.C.J.G.), est une association sans but lucratif dans le cadre de la loi du 1^{er} juillet 1901. Sa durée est illimitée.

Elle a son siège à Sanary-sur-mer (Var), 149 avenue du Nid. Elle a pour but, dans le cadre de la Charte Universelle des U.C.J.G. (Y.M.C.A.), « la base de Paris » 1855, et en accord avec les statuts des U.C.J.G. de France, de :

- promouvoir un mouvement de jeunes et d'adultes, d'inspiration évangélique, de visée œcuménique et de style laïque, dans la région « Provence & Côte d'Azur », en suscitant la vocation et en assurant la formation des membres **responsables et des professionnels qui sont nécessaires à la vie de l'Association, conformément à la législation et aux valeurs du mouvement en maintenant et en développant les relations avec les Églises, les Mouvements et Associations analogues et les Services Sociaux et Culturels des collectivités locales, départementales et régionales.**
- gérer l'établissement « Centre Azur » qui lui est confié par l'Alliance Nationale des U.C.J.G. de France, propriétaire, et assurer l'extension de cet établissement sous la responsabilité et dans le cadre établi le Conseil National des U.C.J.G. de France.

ARTICLE 2

Les moyens d'action de l'Association sont, en utilisant les biens meubles et immeubles ainsi que le personnel du « Centre Azur » :

- l'organisation, l'animation ou l'accueil de rencontres de jeunes et d'adultes de toutes origines dans des activités, ateliers ou clubs, et en particulier des sessions bibliques, œcuméniques **et** pédagogiques, des camps de vacances actives, des stages de formation d'animateurs et des séjours héli - marins pour enfants, personnes du troisième âge ou en difficulté, handicapés,...
- la publication de tout imprimé, périodique ou non,...
- et d'une manière générale, toute activité se rattachant directement ou indirectement aux buts définis à l'article 1.

ARTICLE 3

L'Association se compose de membres adhérents, associés, actifs **et** bienfaiteurs.

Pour devenir membre actif ou bienfaiteur, il faut être présenté par deux membres actifs ou bienfaiteurs et être agréé par le Conseil d'Administration.

L'association est ouverte à tous dans le respect des convictions individuelles, dans l'application du principe de laïcité. Cependant, toute suspicion de propagande ou de prosélytisme amènera les responsables bénévoles ou professionnels à refuser à l'individu ou au groupe l'accès à l'association.

ARTICLE 4

La qualité de membre de l'Association se perd par démission ou par radiation prononcée pour le non-paiement de cotisation ou pour motif grave par le Conseil d'Administration, le membre concerné ayant été appelé à fournir des explications, sauf recours à l'Assemblée Générale.

ARTICLE 5

L'Association est administrée par un Conseil d'Administration composé de 6 à 15 membres majeurs jouissant de leurs droits civiques, ainsi répartis :

* 6 à 14 membres élus à bulletin secret par l'assemblée générale de l'Association parmi les membres actifs et associés, à condition qu'il n'y ait pas plus d'un membre associé pour deux membres actifs et que les membres associés qui se présentent au suffrage de l'Assemblée Générale, aient été préalablement agréés par le Conseil d'Administration ;

* **2** membres de droit désigné parmi ses membres actifs par le Conseil National des U.C.J.G. de France. **L'un des deux membres désigné par le Conseil National le sera parmi les membres élus par l'assemblée générale.**

Les deux membres désignés par le conseil national auront voix délibératives et siègeront au Conseil d'Administration selon les mêmes droits et devoirs que tout les autres membres élus par l'assemblée générale.

Le mandat des membres élus est de 3 ans. En cas de vacance, le C.A. pourvoit au remplacement du membre défaillant et il est procédé à son remplacement définitif par la plus prochaine A.G. Les pouvoirs du membre ainsi élu prennent fin à l'époque où devrait normalement prendre fin le mandat du membre remplacé.

Le renouvellement des membres élus du C.A. a lieu par tiers tous les ans et les membres sortants sont rééligibles 2 fois.

Le Conseil d'Administration constitue parmi ses membres élus un bureau comprenant : 1 président, 1 vice-président, 1 secrétaire, 1 secrétaire adjoint, 1 trésorier, 1 trésorier adjoint. Les membres du bureau sont élus pour un an à bulletin secret par les membres élus du Conseil d'Administration.

Le président doit être agréé par le Conseil National de U.C.J.G. de France.

Il est prévu un égal accès des femmes, des hommes et des jeunes au Conseil d'Administration lequel veillera à être représentatif de la composition de l'Assemblée Générale. Toute parité sera recherchée dans le respect des critères de membres éligibles définis plus haut.

ARTICLE 6

Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois tous les trimestres, et chaque fois qu'il est convoqué par son Président ou sur la demande **du** quart au moins de ses membres.

La présence d'un tiers au moins des membres du C.A. est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux signés des Président et Secrétaire de séance. Ils sont transcrits dans un registre des délibérations.

ARTICLE 7

Les membres de l'Association ne peuvent recevoir aucune rétribution de celle-ci en raison des fonctions qui leur sont confiées.

ARTICLE 8

L'Assemblée Générale de l'Association comprend les membres associés, actifs et bienfaiteurs qui ont voix délibérative et les membres adhérents qui ont voix consultative. Elle se réunit au moins une fois par an, sur convocation du C.A. ou chaque fois qu'au moins le quart de ses membres en fait la demande.

L'ordre du jour est réglé par le C.A. et son bureau est celui du C.A. Elle entend les rapports de la gestion morale et financière du Conseil d'Administration.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et pourvoit au renouvellement des membres élus du C.A.

ARTICLE 9

Les dépenses sont ordonnancées par le Président. L'Association est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par le Président ou son délégué.

Le représentant de l'Association doit jouir du plein exercice de ses droits civils.

ARTICLE 10

À la date du 22 décembre 2005, il a été signé un bail à long terme avec l'Alliance Nationale des U.C.J.G. de France. Ce bail, annule et remplace le protocole antérieur délimitant le cadre d'utilisation et de gestion du bien immobilier « Centre Azur ». Toutes questions immobilières sont régies par le bail à longue durée annexé aux présents statuts.

ARTICLE 11

La direction du « Centre Azur » est confiée à un professionnel s'engageant contractuellement à défendre les valeurs des UCJG. De même, il est partenaire de l'Alliance Nationale des UCJG dans ses domaines de compétences. Cet engagement est concrétisé par une convention tripartite (Centre Azur, Directeur (-trice), Alliance Nationale) annexée au cahier des charges du professionnel.

Le directeur (-trice) participe au CA et à l'AG avec voix consultative.

ARTICLE 12

L'Association est habilitée à solliciter et à recevoir des subventions des collectivités publiques et des organismes privés, à collecter des fonds sous réserve des autorisations nécessaires et à recevoir les souscriptions de personnes morales ou physiques correspondant aux activités qu'organise le Centre

ARTICLE 13

Il est constitué un fond de réserve où sera versée chaque année en fin d'exercice la partie des excédents des ressources qui n'est pas nécessaire à l'entretien du Centre pendant le premier trimestre de l'exercice suivant.

ARTICLE 14

Outre le produit des subventions, collectes et souscriptions prévues à l'article 13, les recettes annuelles de l'Association comprennent le montant des cotisations et le produit des participations versées pour les activités qu'organise le Centre.

Les dépenses annuelles comprennent les frais d'hébergement et de programme des entreprises du « Centre Azur », les frais d'entretien et les charges de fonctionnement, les frais de personnel appointé par l'Association, la redevance à l'Alliance Nationale, et toutes autres charges nécessaires au fonctionnement de l'Association et du Centre.

ARTICLE 15

Les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale, dans le cadre des statuts de l'Alliance Nationale. des U.C.J.G. sur la proposition du Conseil d'Administration ou du 1/10^{ème} au moins des membres de l'AG, la proposition étant soumise au C.A. au moins un mois à l'avance. L'assemblée générale doit se composer du quart au moins de ses membres ayant voix délibérative.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée Générale est convoquée à nouveau, à 15 jours d'intervalle au moins, et elle délibère quel que soit le nombre de ses membres ayant voix délibérative.

ARTICLE 16

L'assemblée Générale appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association est convoquée spécialement à cet effet et doit comprendre au moins la moitié plus un des membres en exercice ayant voix délibérative.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée Générale est convoquée à nouveau, à 15 jours d'intervalle au moins, et elle délibère quel que soit le nombre des ses membres ayant voix délibérative.

Dans tous les cas la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des 2/3 des membres de l'Assemblée Générale.

En cas de désaccord persistant entre le Conseil d'Administration et le Conseil National des U.C.J.G. de France, tant sur la gestion du « Centre » que sur l'orientation de l'Association, l'Alliance Nationale des U.C.J.G., après étude et recours en assemblée générale du Conseil National des U.C.J.G., peut retirer à l'Association la gestion du « Centre » ainsi que le droit d'exercer toute action dans le cadre de la Charte des U.C.J.G.

L'Association devenant ainsi sans objet est dissoute de plein droit.

ARTICLE 17

En cas de dissolution par vote de l'Assemblée Générale, celle-ci présente à l'agrément du **Conseil National** des U.C.J.G. de France un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des affaires courantes et de la clôture des comptes de l'Association. L'initiative de l'utilisation des biens meubles et immeubles appartient au Conseil National des U.C.J.G. de France.

En cas de dissolution de plein droit, le Conseil National des U.C.J.G. désigne une équipe des U.C.J.G., chargée de poursuivre l'action de l'Association dissoute et de mettre en place soit une nouvelle Association déclarée ou non, soit le dispositif de liquidation comme dans le cas de dissolution par vote de l'assemblée générale.

ARTICLE 18

Les délibérations de l'Assemblée Générale prévue aux articles 17, 18 & 19 sont adressées sans délai par le Président au Préfet du Var.

Le Président et les représentants au Conseil d'Administration du Conseil National des U.C.J.G. de France informent dès la décision prise le Préfet du Var de la dissolution de plein droit de l'Association.

ARTICLE 19

Le Président du Conseil d'Administration doit faire connaître au Préfet du Var dans les trois mois tous les changements survenus dans l'administration de l'Association.

Les registres de l'Association et ses pièces comptables sont présentés sans déplacement sur toute réquisition du Préfet du Var à son délégué ou à tout fonctionnaire accrédité par lui.

Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année au Préfet du Var.

ARTICLE 20

Le Préfet du Var a le droit de faire visiter par ses délégués le Centre géré par l'Association et de se faire rendre compte de son fonctionnement.

ARTICLE 21

Les règlements intérieurs préparés par le Conseil d'Administration et adoptés par l'assemblée générale en accord avec le Conseil National des U.C.J.G. de France doivent être soumis à l'approbation du Préfet du Var.

Statuts modifiés approuvés par Assemblée Générale du Centre Azur du 2 avril 2006

Pour le Conseil d'Administration
Anne Greff, Présidente

Anne Adèle Benoit, secrétaire

Rappel des révisions :

Dépôt initial le 15 mars 1975, préfecture du Var, association enregistrée sous n° 0833000593

Révisé à Sanary-sur-Mer suite à la délibération de l'Assemblée Générale du 12 avril 2001.

Révisé à Sanary-sur-Mer suite à la délibération de l'Assemblée Générale du 13 avril 2004.

Révisé à Sanary-sur-Mer suite à la délibération de l'Assemblée Générale du 8 avril 2005